



2022  
RAPPORT ANNUEL  
CONSEIL D'EXAMEN DES TAUX  
DES ENTREPRISES DE SERVICE DU NUNAVUT



# CONSEIL D'EXAMEN DES TAUX DES ENTREPRISES DE SERVICE DU NUNAVUT

## RAPPORT ANNUEL

Pour l'année se terminant le 31 décembre 2022

**Rapport annuel 2022 du Conseil d'examen des taux des entreprises  
de service du Nunavut**

Mesdames et Messieurs les députés de l'Assemblée législative du Nunavut,

J'ai le plaisir de déposer le Rapport annuel du Conseil d'examen des taux des entreprises de service du Nunavut pour l'année se terminant le 31 décembre 2022.

*Original signé par :*

---

Ministre David Joanasie  
Ministre responsable du Conseil  
d'examen des taux des entreprises  
de service

Le 12 avril 2023

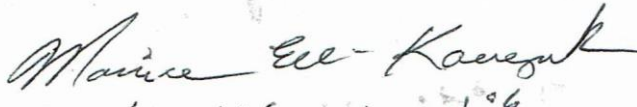
L'honorable xxx

Ministre responsable du Conseil d'examen des taux des entreprises de service du Nunavut

Monsieur le premier ministre,

J'ai l'honneur de présenter le Rapport annuel du Conseil d'examen des taux des entreprises de service du Nunavut pour l'année se terminant le 31 décembre 2022.

Le tout respectueusement soumis,



256 14c-62d'6

Monica Eil-Kanayuk

Présidente, Conseil d'examen des taux des entreprises de service du Nunavut

**Rapport annuel 2022 du Conseil d'examen des taux des entreprises de service du Nunavut**

# Le Conseil d'examen des taux des entreprises de service du Nunavut

## 1. MANDAT

La *Loi sur le Conseil d'examen des taux des entreprises de service*, adoptée au printemps 2001 et modifiée à l'été 2010, accorde au Conseil d'examen des taux des entreprises de service du Nunavut (CETES) le pouvoir de fournir aux ministres des avis concernant l'établissement des taux et des tarifs des entreprises de services désignées et concernant toute autre question soumise par le ministre responsable du CETES (le Conseil d'examen).

Aux termes de la *Loi sur le CETES (la Loi)*, on entend par « entreprise de service désignée » une *entreprise de service désignée par règlement ou un membre d'une catégorie d'entreprises de service désignée par règlement*.

De plus, est définie comme une entreprise de service l'une ou l'autre des personnes ou entités suivantes fournissant des biens ou des services au public :

(a) *Une personne morale dont le gouvernement du Nunavut a la propriété ou le contrôle, et à laquelle la présente loi s'applique soit aux termes d'un texte de loi, soit aux termes d'un règlement pris en application de l'alinéa 20 (1) a);*

(b) *Un ministère ou une division administrative du gouvernement du Nunavut, auxquels la présente loi s'applique soit aux termes d'un texte de loi, soit aux termes d'un règlement pris en application de l'alinéa 20 (1) a);*

*(c) Une personne ou une organisation non mentionnées à l'alinéa a) ou b) et auxquelles la présente loi s'applique soit aux termes d'un texte de loi, soit aux termes d'un règlement pris en application de l'alinéa 20 (1) a).*

La Société d'énergie Qulliq et, conséquemment, la Société d'énergie du Nunavut, à titre d'entreprises de services publics désignées, sont assujetties au CETES selon les dispositions de la *Loi sur le Conseil d'examen des taux des entreprises de service*.

## **2. BUTS**

Les buts du Conseil d'examen sont ainsi énoncés à l'article 7 de la *Loi sur le CETES* :

*Les buts du Conseil d'examen sont les suivants :*

- a) Fournir au ministre responsable d'une entreprise de service désignée des avis concernant l'établissement des tarifs et des taux conformément aux articles 11 à 18;*
- b) Fournir au ministre responsable d'une entreprise de service autre qu'une entreprise de service désignée des avis sur toute question relative aux tarifs, aux taux et aux structures tarifaires que le ministre responsable lui soumet;*
- c) Fournir au ministre responsable d'une entreprise de service des avis sur toute question relative à l'entreprise de service que le ministre responsable lui soumet sur l'avis du Conseil exécutif;*
- d) Fournir à tout ministre des avis sur toute question relative au prix de la fourniture de biens et de services que le ministre lui soumet sur l'avis du Conseil exécutif;*
- e) Fournir au ministre responsable de la Société d'énergie Qulliq des avis concernant des demandes d'autorisation relatives à des projets d'immobilisations majeurs visés à l'article 18.1 de la Loi sur la Société d'énergie Qulliq.*

### **3. ORGANISME**

Le Conseil d'examen se compose de cinq membres élus pour un mandat de trois ans. Le ministre responsable du CETES nomme les membres du Conseil d'examen et désigne parmi eux un membre à la présidence et un membre à la vice-présidence.

Au 31 décembre 2022, la composition du CETES est la suivante :

|                    |                |
|--------------------|----------------|
| Monica Ell-Kanayuk | Présidente     |
| Graham Lock        | Vice-président |
| Robbin Sinclair    | Membre         |
| Nadia Ciccone      | Membre         |
| Bill Williams      | Membre         |

La nomination de Nadia Ciccone a pris fin. En vertu de l'article 3 (6) de la *Loi sur le CETES*, les membres du Conseil d'examen continuent d'exercer leurs fonctions jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou jusqu'à la nomination de leur succession.

#### **Recrutement de membres en 2022**

En 2022, le Conseil a tenté plusieurs fois de trouver des candidats. La première tentative s'est tenue au début de 2022 : Le premier ministre a envoyé une lettre à tous les membres de l'Assemblée législative pour recruter des candidats.

La deuxième tentative consistait en une annonce distribuée dans chaque collectivité. Le message publicitaire a été diffusé du 1<sup>er</sup> octobre au 1<sup>er</sup> décembre 2022. Cette dernière tentative sera prolongée jusqu'à ce qu'un Inuit de l'Accord du Nunavut soit identifié.

#### **Membres temporaires**

En plus des membres nommés aux termes de l'article 3 (1) de la Loi, le ministre responsable du CETES peut nommer, sur demande du Conseil d'examen, au plus deux membres temporaires du Conseil d'examen pour des questions particulières confiées au

Conseil d'examen, et il peut préciser le mandat et les attributions de ces membres temporaires. Le Conseil n'avait pas besoin de membre temporaire pour cet exercice.

### Direction générale

En vertu de l'article 3 (9), le Conseil d'examen peut nommer un directeur général et établir les modalités de la nomination. Les fonctions du directeur général sont définies à l'article 3 (10) : Le directeur général a) tient un registre des délibérations du Conseil d'examen et a la garde des registres et documents du Conseil d'examen; et b) s'acquitte de toute autre fonction que peut lui assigner le Conseil d'examen.

### Services de consultance

En vertu de l'article 8 (1) (b) de la *Loi sur le CETES*, en 2018, le CETES a conclu une entente pour retenir les services de l'Alberta Utilities Commission en matière d'analyse et de rédaction pour des questions en lien avec le CETES. L'Alberta Utilities Commission a désigné M. Wade Vienneau pour seconder dans le traitement des demandes reçues.

Les services de M. John Donihee, qui agit à titre de conseiller juridique du CETES, continuent d'être retenus conformément à l'article 8 (1) b) de la Loi. M. Donihee apporte au CETES sa connaissance approfondie et son expertise en matière d'énergie, de droit autochtone et de consultation quant à la réglementation.



#### 4. BUDGET

En 2022, le budget de fonctionnement et d'entretien du Conseil était de 341 000 \$.

| Budget de F et E 2022 du Conseil d'examen des taux des entreprises de service |                               |
|---|-------------------------------|
| Poste budgétaire  | Budget principal des dépenses |
| Salaires des postes permanents  | 192 000 \$                    |
| Salaires des postes occasionnels  | 52 000 \$                     |
| Déplacements et transports  | 20 000 \$                     |
| Matériel et fournitures   | 5 000 \$                      |
| Services acquis   | 5 000 \$                      |
| Services contractuels   | 50 000 \$                     |
| Honoraires et paiements   | 10 000 \$                     |
| Dépenses relatives aux biens corporels  | 5 000 \$                      |
| Équipement informatique et logiciels  | 3 000 \$                      |
| Autres dépenses   | 97 000 \$                     |
| <b>Total (fonctionnement et entretien)</b>                                    | <b>341 000 \$</b>             |

#### 5. SOMMAIRE DES RECOMMANDATIONS DE 2022 :

Les recommandations suivantes ont été formulées concernant les tarifs visés par l'application des dispositions suivantes :

**Rapport annuel 2022 du Conseil d'examen des taux des entreprises de service du Nunavut**

Selon l'article 13 (1) de la Loi : Le Conseil d'examen remet au ministre responsable un rapport dans lequel il formule l'une des recommandations suivantes :

- a) Que le taux ou tarif proposé soit approuvé;
- b) Que le taux ou tarif proposé ne soit pas approuvé;
- c) Qu'un autre taux ou tarif, qu'il précise dans son rapport, soit adopté.

### Rapport 2022-01 : Kugaaruk/Chesterfield Inlet concernant la construction de nouvelles centrales électriques

- Conformément aux éléments susmentionnés, voici les recommandations du CETES :

#### **6. Recommandations spécifiques au projet**

Que les permis de grands projets d'immobilisations pour la construction de nouvelles centrales électriques à Chesterfield Inlet et à Kugaaruk soient approuvés sous réserve des recommandations suivantes :

- Que la conception des projets à Chesterfield Inlet et à Kugaaruk devrait comprendre des sites, des bâtiments, des fondations et d'autres aspects de l'installation qui sont conçus pour durer 40 ans.
- Que la SÉQ soit mandatée, avant de finaliser la conception des centrales, d'élaborer et de soumettre, à l'intention de la ministre, des solutions de remplacement viables de centrales électriques qui répondent aux besoins de la collectivité en matière de capacité de production pendant les 10 à 12 premières années (la période suggérée par la SÉQ) et qui prévoient une augmentation de la puissance pendant la durée de vie des centrales.
- Que si les coûts prévus après les appels d'offres dépassent de plus de 25 pour cent les coûts proposés pour Chesterfield Inlet (pour la solution de rechange approuvée par la ministre), que la SÉQ soit tenue de préparer et de soumettre une nouvelle DPPM au ministre responsable de la SÉQ.

- Que si les coûts prévus après les appels d'offres dépassent de plus de 25 pour cent les coûts proposés pour Kugaaruk (pour la solution de rechange approuvée par la ministre), que la SÉQ soit tenue d'élaborer et de soumettre une nouvelle DPPM au ministre responsable de la SÉQ.
- Que la prudence du coût réel de chacun des projets soit évaluée au moment proposé pour les inclure dans la tarification de base.
- Qu'au moment de la prochaine RMTG pertinente, la SÉQ apporte des précisions sur le retrait des actifs liés aux deux DPPM qui ne sont plus utilisées ou tenues d'être utilisées (p. ex., les groupes électrogènes, les bâtiments et l'équipement auxiliaire). Cela doit comprendre la mise hors service des actifs et le démantèlement et les coûts de l'opération d'assainissement associés.

### **Recommandations générales**

- Que la SÉQ fournisse des renseignements au CETES sur les plans, les coûts et le statut détaillés de l'opération d'assainissement des centrales électriques existantes, une évaluation de la responsabilité pouvant subsister pour tous les sites avec des problèmes de structure inacceptables après la mise hors service, et tous les plans de redistribution ou de réutilisation des groupes électrogènes dans la prochaine RMTG applicable.
- Les prochaines DPPM doivent fournir une évaluation des autres démarches et options possibles plutôt que de remplacer ou non (ce dernier point est toujours inacceptable et impossible en raison de la demande actuelle ou future). Par exemple, les futures demandes de centrales électriques peuvent être fondées sur des besoins prévus à long terme, mais elles peuvent offrir des démarches souples pour répondre aux besoins qui évoluent.

- Que si la SÉQ n'obtient pas le financement du programme du FEA, ou tout autre programme futur d'aide financière fédérale, comme indiqué dans la demande et les réponses aux DI que le ou la ministre donne instruction à la société de préparer et de soumettre une nouvelle DPPM à des fins d'approbation puisque la perte du financement serait considérée être un changement important.
- Que la capacité de planifier et de réaliser simultanément six grands projets de la SÉQ soit évaluée par un tiers indépendant afin d'identifier et d'atténuer les zones de faiblesse ou de risque.
- Que la SÉQ informe le ou la ministre de ses plans et des moments propices pour améliorer ou remplacer les centrales électriques des autres collectivités qui ont des centrales électriques de plus de 40 ans, ou dont l'installation présente des dommages structuraux, pour permettre d'évaluer correctement les possibilités de redistribution. Ces renseignements doivent aussi être fournis lors de la prochaine RMTG comme renseignements supplémentaires découlant de ces plans et évaluations.

### Rapport 2022-02. Requête de majoration tarifaire générale (RMTG)

Voici les recommandations du CETES relativement à l'exercice de référence de la RMTG pour 2022-2023 :

#### **Recommandations sur les besoins en revenus**

Que les besoins en revenus prévus pour 2022-2023 de 144,015 millions de dollars soient approuvés sous réserve des recommandations suivantes :

- Que la SÉQ ajuste sa méthode de prévision de l'efficacité énergétique pour inclure l'efficacité énergétique estimée des centrales électriques nouvelles ou substantiellement modifiées pour les trois premières années d'exploitation. Après la

période de trois ans, l'utilisation de la méthode de la moyenne pondérée sur trois ans serait raisonnable.

- Que la SÉQ estime les dépenses de restauration des sites en fonction des travaux qu'elle prévoit entreprendre au cours de l'exercice de référence.

### **Recommandations relatives à la conception tarifaire**

Que la transition vers des tarifs à l'échelle du Nunavut soit approuvée sous réserve des recommandations suivantes :

- Que les tarifs soient fixés de manière à percevoir 141,504 millions de dollars (c.-à-d. les besoins en revenus de 144,015 millions de dollars moins les revenus autres que ceux de l'électricité de 2,511 millions de dollars).
- Que la SÉQ fasse au moins un tiers du chemin vers la couverture complète des coûts et des revenus quant aux frais de demande et aux tarifs des clients. De la même manière que la SÉQ a limité les augmentations pour les clients non gouvernementaux à 5,1 %, le CETES recommande que la SÉQ augmente les frais de demande et les tarifs des clients de manière à limiter l'impact global sur la facturation à 5,1 % pour les classes tarifaires des clients non gouvernementaux.
- Que la SÉQ crée des tarifs pour le client perceuteur de taxes municipales et pour le client non perceuteur de taxes municipales. Aux fins de la requête de majoration tarifaire générale, le ou les tarifs du client perceuteur de taxes municipales pour la ville d'Iqaluit pourraient être déterminés de façon similaire au(x) tarif(s) non gouvernemental(aux).
- Le CETES recommande que le nouveau tarif du client perceuteur de taxes municipales connaisse la même augmentation de 5,1 % que tous les autres clients non gouvernementaux. Le CETES recommande également que les tarifs des autres clients gouvernementaux et des clients non perceuteurs de taxes

municipales soient ajustés afin de combler le manque à gagner qui résultera de la reclassification des clients gouvernementaux de la ville d'Iqaluit.

- Que, dans le cas où la SÉQ ne crée pas de tarifs pour les clients percepteurs de taxes municipales et les clients non percepteurs de taxes municipales, le manque à gagner créé par la reclassification de la ville d'Iqaluit soit attribué à tous les autres comptes gouvernementaux selon la méthode proposée par la SÉQ.
- Que la SÉQ surveille les répercussions de la transition proposée vers des tarifs à l'échelle du Nunavut (y compris la reclassification des comptes de la ville d'Iqaluit) et qu'elle réévalue la situation en fonction de la réponse du gouvernement du Nunavut ou des changements apportés à la façon dont il finance les hameaux. De plus, si des résultats indésirables sont observés, la SÉQ présentera une demande pour remédier à ces impacts.

### **Rapport 2022-03 : Révision de la formule du taux de chaleur**

Après l'examen des questions soulevées ci-dessus, le CETES formule la recommandation suivante :

#### **Révision de la formule du taux de chaleur**

- Le CETES recommande que la SÉQ réduise le facteur de coût utilisé dans la formule du taux de chaleur de 90 à 75 % à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2022.
- Le CETES recommande également que la SÉQ démontre (à l'aide d'une analyse de rentabilité) que tout nouveau projet d'installation de chauffage centralisé est rentable et qu'elle présente une demande au ministre si nécessaire.

## **RMTG futures et recommandations générales**

- Le CETES recommande que la SÉQ indique les montants liés à l'installation de chauffage centralisé ayant été exclus ou déduits de ses exigences en matière de revenus dans les RMTG futures.
- Le CETES recommande également que si les revenus de l'installation de chauffage centralisé ne dépassent pas les coûts associés aux activités de F et E, la SÉQ s'adresse au ministre si ses plans pour améliorer la situation nécessitent une modification de taux ou la dépense d'un capital suffisamment important pour susciter une demande.
- Le CETES recommande enfin que la SÉQ présente une demande au ministre si les résultats de l'examen externe de l'installation de chauffage centralisé par une tierce partie nécessitent une modification de taux ou la dépense d'un capital suffisamment important pour susciter une demande.

Veillez noter que rien, dans ces rapports, ne porte atteinte à la capacité du CETES d'examiner d'autres questions ayant trait à la SÉQ.

## **LES RÉGULATEURS EN ÉNERGIE ET DE SERVICES PUBLICS DU CANADA (CAMPUT) ET L'ÉDUCATION**

L'Association canadienne des membres des tribunaux d'utilité publique (CAMPUT) est le régulateur canadien en matière d'énergie et de services publics. Il s'agit d'une organisation financièrement indépendante sans but lucratif composée de commissions et de régies fédérales, provinciales et territoriales. Ces commissions, conseils et régies sont responsables de la réglementation en matière de services d'électricité, d'eau, de gaz et d'entreprises pipelinières pour l'ensemble du Canada. Certains membres de CAMPUT sont aussi responsables d'autres types de réglementation, comme l'assurance automobile.

Le CETES a poursuivi son association avec CAMPUT. Les membres de CAMPUT sont les commissions et conseils des dix provinces et des trois territoires ainsi que l'Office national de l'énergie. CAMPUT a aussi intégré des organismes quasi judiciaires à titre de membres associés comme moyen de progresser vers son objectif d'améliorer de nombreux types de réglementation au Canada.

Les conférences régulières, les assemblées générales annuelles et les activités de formation de CAMPUT offrent aux membres du CETES des occasions inestimables de bien s'informer et d'actualiser leurs connaissances dans ce domaine si dynamique et exigeant de la réglementation de l'énergie.

Les membres du CETES font partie des comités de l'éducation et des affaires réglementaires de CAMPUT, auxquels ils participent activement. Dans le cadre de sa formation continue, le CETES envoie chaque année une personne pour le représenter aux divers événements organisés par CAMPUT : Rencontres sur le thème de principaux enjeux réglementaires, en janvier; conférence internationale dans une province ou un territoire, en mai; assemblée générale annuelle. Toutes les réunions en 2022 se sont tenues à distance par Zoom.

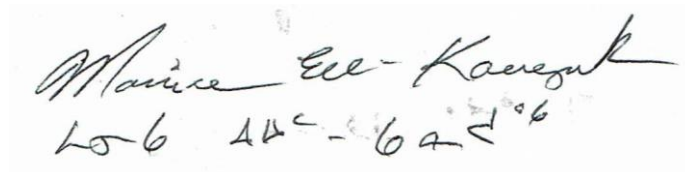
Les rencontres de CAMPUT rassemblent des conseils membres de toutes les régions du Canada afin d'aborder les événements et les enjeux qui touchent le domaine de la réglementation.



## 7. PERSPECTIVES POUR 2023

En 2023, le CETES continuera d'examiner et de formuler des recommandations concernant les demandes que pourrait lui faire parvenir le ministre responsable de la Société d'énergie Qulliq. Le CETES anticipe des demandes de la SÉQ concernant la mise à niveau ou le remplacement de centrales électriques, des modifications au programme de facturation nette et un taux de stabilisation du prix du combustible (FSR).

**AU NOM DU CONSEIL D'EXAMEN DES TAUX DES ENTREPRISES  
DE SERVICE DU NUNAVUT**



Monica Ell-Kanayuk  
206 442-6226

---

**DATE : 12 avril 2023**

**Monica Ell-Kanayuk, présidente**

**Rapport annuel 2022 du Conseil d'examen des taux des entreprises  
de service du Nunavut**